

## L'EUROPE, AUJOURD'HUI, EST BRUXELLOISE

Notre pays, déclinant, le restera aussi longtemps que nous ne parviendrons pas à regarder le monde tel qu'il est. Faut-il s'en étonner, dès lors que nos conservatismes, douillettement enkystés dans nos esprits, prennent le pas sur le risque et l'aventure. Conservatisme des opinions, conformisme des thèses, anesthésie du jugement, narcose de la libre-pensée. Comment expliquer que la France n'ait jamais pu adhérer à une vision de l'économie gouvernée par la production, c'est-à-dire par l'offre ? Comment se fait-il que la plupart des décideurs politiques et syndicaux soient restés obstinément keynésiens, convaincus en toutes circonstances que la demande de consommation et le montant toujours plus élevé des dépenses de protection sociale donnent la clé de la prospérité ? Comment ces derniers peuvent-ils encore adhérer, dans leur immense majorité, à une économie d'endettement où l'on distribue ce que l'on n'a pas encore produit ? Comment expliquer que la dépense publique soit tenue pour un facteur d'enrichissement collectif ? Ces multiples « comment » font naître l'inquiétude chez un peuple ballotté par la timidité et l'indécision de ceux qui les gouvernent : une velléité confusément exprimée n'établit pas des principes d'action. Funestement, nous ne parvenons pas à nous inspirer des réformes réussies par nos voisins et néanmoins concurrents, mais nous pouvons sans peine rivaliser avec les « meilleurs » s'agissant de notre dépense publique ou de notre dette. Une dette qui vient d'être épinglée par la Commission européenne. C'est dire que nous sommes exposés à une procédure d'infraction pour déséquilibre économique excessif : dans un communiqué, ladite Commission pointe « *le niveau de dette publique de la France qui continue d'augmenter alors même que compétitivité et productivité ne se redressent pas clairement* ». Clairement, n'est-il pas temps d'en finir avec l'ensemble de nos maux qui fragilisent notre République, irritent nos concitoyens, notamment les jeunes et les moins qualifiés qui, jour après jour, grossissent les bataillons du populisme ?

### 1. LE PIÈGE DE LA DETTE

Le populisme, justement, fait une fois de plus la « une » de l'actualité en Europe. Avec 12,6 % en Rhénanie-Palatinat, 15,1 % des voix dans le Bade-Wurtemberg et surtout 24,3 % des voix en Saxe-anhalt, où elle arrive en seconde position, la formation d'extrême droite Alternative für Deutschland (AFD) a réussi son pari lors d'élections régionales partielles. Ne nous y trompons pas, il s'agit là d'un signe préoccupant pour la stabilité du Continent dans son entier, car il y a désormais de fortes chances que ce parti entre par la grande porte au Bundestag lors des élections de l'automne 2017.

À ces incertitudes politiques s'ajoutent nombre d'incertitudes économiques. Rappelons que l'excès de dette, publique comme privée, menace l'économie mondiale. Le message délivré par la Banque des règlements internationaux doit être écouté avec attention : l'excès de dette sur les cinq Continents menace la reprise, et risque de plonger le monde dans une nouvelle crise destructrice. De fait, le niveau global d'endettement s'est accentué, mais surtout la dette publique a explosé, réduisant d'autant la marche de manœuvre des pouvoirs publics dans un contexte anxiogène de conflits, de turbulences boursières et de ralentissement de la croissance mondiale. On notera, à cet égard, que si le PIB de la première puissance a progressé de 1 % en rythme annualisé, d'octobre à décembre 2015, le quatrième trimestre marque toutefois une franche décélération de l'économie américaine, qui avait gagné 3,9 % au deuxième trimestre et 2 % au troisième. Pis, la confiance – cette hormone du développement – s'érode, ce qui n'augure rien de bon pour le reste de la planète. Tocqueville l'avait bien compris en soulignant que l'Amérique sera toujours l'Amérique aussi longtemps que le désir de créer, d'utiliser et de consommer restera incandescent.

Les incertitudes ont gagné les rivages du Vieux Continent qui s'efforce de répondre aux multiples défis du siècle, à commencer par celui du terrorisme qui vient, une fois de plus, de nous frapper tragiquement. Constatons avant tout que la BCE joue pleinement son rôle pour raviver la croissance en zone euro, et permettre à l'inflation, actuellement au plus bas, de repartir de l'avant. Pour autant, il reste encore beaucoup à faire sur le plan politique, car chacun sait que le progrès est synonyme d'intégration, c'est-à-dire d'une souveraineté enfin partagée laquelle, comme chacun sait, ne se partage pas... car au fond les nations s'accrochent à la moindre rugosité, la plus petite parcelle de souveraineté. Bref, on feint d'applaudir les propos de Victor Hugo en 1876 : « Il faut à l'Europe une nationalité européenne... » mais on ne cesse, dans la pénombre de nos antichambres respectives, de relire Michelet : « *Un peuple, une patrie, une France... Il faut se fier à la France et point du tout à l'Europe* ».

## 2. UN PROJET QUI MANQUE D'AMBITION

Se fier à la France... Diantre oui ! Qui sommes-nous pour en douter ? Encore faut-il que la confiance irrigue l'ensemble de notre tissu social afin de faire de notre pays un moteur du changement et non plus seulement le témoin de son déclin. Il faut en finir avec cette France qui se terre, qui se tasse, cette manière de subir, d'accepter que les plus inventifs partent sous d'autres cieux et de constater que le monde se fait sans nous, ouvre des marchés, des bourses, des ports, des lieux de savoir et d'échanges où nous ne serons plus. La mondialisation est une vague très ancienne contre laquelle il est vain de vouloir résister. Il faut, au contraire, jouer avec elle, profiter de sa vitesse, en comprendre les ressorts intimes, en devancer les à-coups. Comme l'écrit Jacques Legoff « *Il y a bien un fil rouge plus ou moins continu de persévérance de la mondialisation comme avenir de l'histoire* ». C'est là pour beaucoup un fait nouveau, qui tisse sur des esprits rétifs, un épais réseau de mélancolie. Dans une époque où les produits, les savoirs, les compétences se périment de plus en plus vite, ce mouvement perpétuel nous condamne au malaise perpétuel. Jusqu'au jour où nous prendrons notre part du mouvement, et consacrerons à nous y adapter, l'énergie que nous préférons épuiser, à le contrecarrer.

Comment, ici, ne pas évoquer les pérégrinations du projet de loi El Khomri ? Après un mois de crise politique et un début de mouvement social, le chef

de l'État et le Premier ministre ont procédé à une retraite tactique pour satisfaire le monde bigarré du conservatisme. Avons-nous conscience de l'énergie, ensemble dépensée, pour simplement parvenir à un compromis, que d'aucuns disent bancal, de nature à soulager les archaïsmes rassemblés ? Comprendons-nous qu'il s'agit là, au-delà du texte, d'un permanent handicap pour notre pays, un frein aux légitimes ambitions de nos entreprises, seules créatrices de richesses et d'emplois ? Il ne s'agit pas, en disant cela, d'affirmer que le projet de loi est intrinsèquement néfaste. Au contraire, la version première allait dans le bon sens, bousculant quelques idées reçues. Keynes rappelait à juste titre que la difficulté n'est pas de comprendre les idées nouvelles, mais d'échapper aux idées anciennes. Puis, les prophètes, pythies et sibylles sont venus agiter le spectre d'une politique de l'offre déraisonnable, injuste et inefficace, soutenue par d'effrayantes réformes structurelles aux conséquences incalculables. Il est encore trop tôt pour se prononcer sur la version seconde du texte, tant les calculs syndicaux, les rivalités ministérielles et les maladresses politiques brouillent le message premier, mais nous nous engageons, à l'évidence, sur un terrain semé d'embûches dont nul ne connaît l'issue. Nous la connaissons d'autant moins, qu'après l'examen du texte par le Parlement, une troisième version verra le jour et modifiera à nouveau, il ne faut pas être grand clerc pour le deviner, son équilibre.

Un observateur étranger attentif à nos mœurs ne manquera pas de s'étonner de l'énergie que nous mettons à nous arc-bouter contre une réforme qui n'a pas d'autre finalité que de faciliter la vie des entreprises et de lutter contre la précarité. Ce même observateur notera, un peu ébahi, que le secteur public, dont la survie est assurée par la rentabilité des entreprises et le savoir-faire de leurs salariés, continue de se « bien porter » évitant toute réforme structurelle d'envergure. Ce n'est pas le fait du hasard si le FMI, dans une étude récente, souligne l'inefficacité de la dépense publique dans notre pays. Une dépense qui atteint pourtant près de 58 % du PIB ! Et ce n'est pas le coup de pouce que le gouvernement vient d'accorder aux fonctionnaires qui inversera la courbe de la dépense... Décision contestable, qui ressemble à s'y méprendre à un cadeau électoral, offert par le secteur marchand, décision discutable si l'on veut bien se souvenir que « *le protocole sur les parcours professionnels, les carrières et les rémunérations* », ficelé à l'automne 2015 représentera, selon la Cour des comptes, à l'horizon 2020, un coût de 4,5 à 5 milliards d'euros par an.

**Union des Industries  
et Métiers  
de la Métallurgie**

56 avenue Wagram  
75 854 Paris cedex 17  
<http://www.uimm.fr>  
e-mail: [uimm@uimm.fr](mailto:uimm@uimm.fr)